



W9-00170
068977
ECO SO HIS

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 10

Session : 2013

Épreuve de : Économie, Sociologie et Histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

La France est l'économie européenne qui possède actuellement le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé avec 43%. Pourtant, le rapport Gallot publié en 2010 pointe du doigt l'économie française pour son manque de compétitivité et la France peine à relancer son activité économique puisqu'elle connaît des taux de croissance inférieurs à 3% depuis 2009. Au contraire, l'économie américaine où Donald Trump a fait baisser les impôts et où le taux d'impôt sur le revenu est de 21% contre 33% en France, elle connaît le plein-emploi et des taux de croissance compris entre 3 et 4%. C'est pourquoi Emmanuel Macron a orienté sa politique fiscale dans ce sens en supprimant la taxe d'habitation, les CSP (cotisations sociales patronales) sur l'assurance chômage et maladie et en annonçant à 26 avril une nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes.

Les prélèvements obligatoires qui désignent l'ensemble des revenus prélevés par l'État aux agents économiques dans le but d'être redistribués par la suite à d'autres agents ou à l'ensemble de la collectivité servent alors un frein à la croissance, cette "augmentation longue et soutenue d'un indicateur de production en termes bruts au réel" selon François Perroux. Ils servent aussi un frein à la capacité qu'a une économie ou un producteur de se démarquer de ses concurrents de par ses prix, c'est la compétitivité-prix, ou bien de par sa compétitivité hors-prix ou structurelle. Pourtant, les prélèvements obligatoires représentent certes une perte de recettes pour certains acteurs ou de pouvoir d'achat pour certains ménages, mais ils constituent aussi une gain pour l'État et un revenu supplémentaire pour d'autres agents qui en auraient davantage besoin. Alors, les prélèvements obligatoires sont-ils un réel inhibiteur de croissance ? Les prélèvements obligatoires ne peuvent-ils pas permettre à une économie de gagner en compétitivité ?

Nous allons voir dans un premier temps que pour les libéraux, les prélèvements obligatoires constituent surtout une ponction qui bride

01/10

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

la croissance et la compétitivité (A). Ensuite, nous dirons que les prélèvements obligatoires peuvent cependant aussi être à l'origine d'une redistribution étudiée des revenus, capable de guider la croissance à long-terme en rendant une économie plus compétitive (B).

Premièrement, les prélèvements obligatoires sont un obstacle à la croissance car ils pèsent sur les agents économiques source de croissance (A) et empêchent le marché de s'autoréguler, ce sont le symbole d'un Etat omnipotent qui nuit à la croissance et la compétitivité (B).

Dans la théorie économique libérale développée par les classiques dès le 18^e siècle et notamment par le français Jean-Baptiste Say, l'épargne et à la base du circuit économique puisqu'elle permet l'investissement et par la suite elle assure production, emploi et demande. C'est pourquoi selon ces économistes, l'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie lorsque le circuit économique fonctionne avec efficacité, grâce à la loi des débouchés notamment qui assure que toute production offerte va induire sa propre demande grâce au facteur travail incorporé dans la production d'un bien. Les libéraux défendent encore ce point de vue car les impôts qui frappent l'épargne comme l'ISF mis en place en France en 1982 et l'IFI depuis 2017 seraient une entrave à l'investissement et donc auraient pour conséquences d'empêcher l'économie de créer des emplois et de bénéficier d'investissements qui lui permettraient d'être plus compétitive. C'est la raison pour laquelle les années 80 qui ont vu le retour des idées néolibérales s'imposent avec l'élection de Reagan aux Etats-Unis ou de Thatcher au Royaume-Uni, ont également été synonymes de baisses d'impôt. En effet, Ronald Reagan a fortement réduit le taux marginal de l'IRPP (impôt sur le revenu) qui était supérieur à 70% depuis la politique menée par Roosevelt après la crise de 29, celle du New Deal. Reagan a ainsi fait passer le taux marginal de l'IRPP de 70 à 50% en 1981 puis de 50 à 28% en 1986 par l'intermédiaire du Tax Reform Act et de la loi ERTA.

Bien qu'il ait été influencé par les premiers économistes libéraux qui pensaient la croissance issue de l'époque comme seule source de richesse, Reagan a aussi été conseillé par Arthur Laffer, économiste de l'offre, lorsqu'il était gouverneur de Californie et à la Maison Blanche ensuite. Arthur Laffer a fortement critiqué les prélèvements obligatoires en 1973 dans l'Economie de la révolte fiscale. Il explique que lorsque l'impôt augmente, l'homme économique va agir selon un effet substitution car le travail est moins bien rémunéré, le coût d'opportunité du loisir réduit donc dans son arbitrage travail, loisir. Les impôts auraient alors un effet désincitatif sur l'économie ce qui nuit alors à la croissance et par la même à la compétitivité d'un territoire. Pour convaincre Ronald Reagan de mettre en place ces baisses drastiques du taux d'imposition, Laffer va donner une célèbre courbe (* annexe), la courbe de Laffer. Or, dans les années 80, la croissance sera de retour aux Etats-Unis et le pouvoir d'achat des ménages sera relancé, notamment grâce à ces mesures même si elle bénéficiera surtout aux ultra-riches qui vont se affluer aux Etats-Unis et pouvoir investir sur les marchés financiers ce qui permettra de financer la croissance.

Les prélèvements obligatoires sont également pour les libéraux une entrave à la croissance car ils pénalisent les entreprises en amenuisant leurs profits. Pour les entreprises, les prélèvements obligatoires peuvent être les cotisations sociales patronales, les charges patronales. Ces dernières nuisent en fait à l'embauche pour les libéraux car elles abaissent le coût du travail et peuvent le rendre supérieur à la productivité marginale du travail ce qui induira mécaniquement et mécaniquement une baisse de la demande de travail selon les économistes néoclassiques. C'est pourquoi le gouvernement Balladur va, en 1993, mettre en place une réduction dégressive des CSP sur les salaires allant du SMIC à 1,6 fois le SMIC. Cela fait suite à la crise de l'offre nuancée par les entreprises qui ne parvenaient assez de profit pour être compétitives et créer des emplois, notamment à cause des prélèvements obligatoires. En effet, un coût du travail élevé entraîne une hausse des coûts de production, la part de l'EBE dans la valeur ajoutée est donc restreinte ce qui peut mener à des dévaluations symboliques d'une économie peu compétitive au lieu du "changement classique" au sens de Malinvaud. Le chômage classique est provoqué par un déséquilibre sur le marché des biens et des services, ici une offre trop faible, qui entraîne un rationnement par les quantités sur le marché du travail. C'est également dans ce sens que François Hollande

a mis en place le CICE en 2012, un crédit d'impôt accordé aux entreprises à production très travaillistique, afin de réduire le poids des charges qui pèsent sur les entreprises et qui les dissuadent d'embaucher ce qui est alors un obstacle à la croissance.

Enfin, les prélèvements obligatoires sont aujourd'hui un fardeau pour les agents économiques nationaux qui font la croissance, non seulement mais c'est aussi une perte de compétitivité considérable pour un territoire dans le contexte de mondialisation actuelle où la concurrence fiscale est un enjeu majeur. En effet, les FICN contemporaines réfléchissent et opèrent des stratégies globales dans le choix d'installation de leurs sièges sociaux. C'est pourquoi la politique fiscale d'un Etat comme celle de l'Irlande peut jouer en sa faveur et constituer son "avantage comparatif" c'est-à-dire le champ dans lequel elle doit se spécialiser selon David Ricardo. Cependant, un taux d'IS (impôt sur les sociétés) élevé et bien supérieur aux 12% appliqués en Irlande peut entraîner une réelle perte de compétitivité pour un territoire. C'est pourquoi les taux d'IS ont une baisse tendancielle dans toutes les économies développées puisque il est de 21% aux Etats-Unis ou de 17% au RU depuis le mandat de David Cameron et cette concurrence fiscale se poursuit même au sein des zones économiques comme l'Union Européenne où la vote à la majorité simple plébiscite dans ce domaine. Les prélèvements obligatoires sont donc bien des obstacles à la croissance et ne constituent pas un gage de compétitivité.

De plus, ils peuvent s'avérer injustes et inefficaces, étant le symbole d'un Etat "léviathan" selon l'école du Public Choice. Gilder lui-même était déjà un fervent opposé à toute forme de redistribution dans les années 1980 en disant que la redistribution était la première source de pauvreté. Cela renvoie à l'analyse de la "dole" faite par Puff et Piquet qui estiment que le revenu secondaire qui est l'allocation chômage est la principale cause de chômage. En effet, les libéraux estiment que sur le marché du travail, lorsqu'un individu est au chômage, il se fixe un salaire de réservation en dessous duquel il n'acceptera aucune offre d'emploi. Alors, lorsque l'allocation chômage augmente, le chômage sera moins incité à accepter des offres d'emploi offrant des salaires peu élevés. Cela va alors créer plus de chômage ce qui est mauvais pour la croissance et pour la compétitivité car ce sont des emplois qui disparaissent mais inoccupés. Cette théorie est reprise par Joseph Stiglitz dans la théorie du job search qui explique que le chômage est une période de prise

Code épreuve : 269

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : Économie, Sociologie et Histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

d'information pendant laquelle le chômeur n'accepte pas d'emploi tant que le coût d'opportunité d'une journée non travaillée ne dépasse pas le gain anticipé d'une journée de travail. C'est dans ce sens que la dégressivité de l'allocation chômage a été mise en place en France et que Nicolas Sarkozy a créé les ORE (Offre renouvelables d'emploi) qui sont sujettes à la suppression des allocations chômage si un chômeur vient à trop en profiter. On voit donc ici que la redistribution opérée par les prélèvements obligatoires est source de chômage et donc un frein à la croissance.

Qui plus est lorsque les impôts ne répondent à leur but premier qui est de réduire les inégalités. C'est notamment le cas de la TVA qui est une taxe payée sur toute consommation et par chaque consommateur au même taux. La TVA ne frappe que la consommation et les ménages les plus pauvres étant ceux qui consomment la plus grande part de leur revenu, la TVA frappe donc un poids plus important des revenus des ménages ayant un revenu plus faible. C'est un impôt qui est donc dégressif selon le revenu et qui pèse sur la consommation des ménages qui ont la plus forte propension marginale à consommer. Cet impôt n'est donc pas source de croissance même dans l'optique keynésienne selon laquelle la production est limitée par la demande globale qui s'adresse aux entreprises. L'impôt sur le revenu aussi est moins redistributif qu'il ne paraît. En effet, bien que progressif selon le revenu, seul 47% des ménages français le paient et il pèse principalement sur les classes moyennes. Cela est dû au fait que nombre de ménages aux revenus faibles ne le paient pas et que les plus riches savent se jouer de la fiscalité et bénéficier des 400 niches fiscales qui existent aujourd'hui et qui représentent plus de 30 milliards de pertes par an pour la France.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

DSK fait le même reproche à l'impôt de solidarité de la fortune mis en place par le gouvernement de Michel Rocard dont il estime qu'"il" "embête les milliardaires sans gêner les millionnaires".

Enfin, les prélèvements obligatoires sont le symbole d'un Etat omniprésent dans l'activité économique et source de gaspillage des recettes publiques dans la réalisation d'investissements improductifs ayant pour seul but de maximiser les intérêts des hommes politiques qui ont d'augmenter leur prestige social en augmentant en même temps les dépenses publiques qui doivent alors être compensées par une hausse d'impôts afin de ne pas tomber dans le déficit excessif. Cette critique sera formulée par Buchanan et Tullock, économistes de l'école de Public Choice. On a donc vu ici comment les prélèvements obligatoires peuvent se révéler improductifs, désincitatifs et cause même d'inégalités paradoxales.

Pourtant, les prélèvements obligatoires peuvent aussi être perçus comme un futur revenu qui peut être redistribué plus intelligemment et permettant d'orienter la dépense publique vers la croissance (A) mais aussi pour réguler l'activité quand le marché fait défaut et ainsi gagner en compétitivité (B).

Primo, les prélèvements obligatoires sont un moyen pour l'Etat de récolter de l'argent et de le redistribuer aux agents susceptibles de dépenser cet argent afin de financer la croissance. L'économiste anglais John Maynard Keynes dans sa Théorie générale de 1936 préconise de prélever une partie du revenu des riches car il est théoriquement ce qui crée une fuite dans le circuit économique des libéraux. Ensuite, ce revenu doit être redistribué vers les agents à forte PmC (propension marginale à consommer) qui vont pouvoir alimenter une forte demande effective et donc un haut niveau de production et une croissance durable. De plus, selon Keynes, les revenus des agents qui ont une forte tendance à épargner peuvent être placés sur les marchés financiers et alimenter la spéculation, source de crises et d'instabilité de par les comportements mimétiques ce qui nuit à la croissance et donc à la compétitivité.

C'est pourquoi, après la crise de '29, provoquée notamment par la spéculation boursière, le président Roosevelt va faire augmenter le taux marginal d'IRPP jusqu'à plus de 70%.

De plus, augmenter les impôts est aussi un instrument conjoncturel au service de la croissance et mobilisable dans le cadre d'une politique de sorte de mise selon Keynes. En effet, en jouant sur le multiplicateur fiscal ($k = \frac{1}{1-c}$), la baisse d'impôt permet une hausse de la demande globale.

De plus, augmenter les impôts est un moyen pour l'Etat d'obtenir davantage de recettes fiscales et donc de pouvoir financer des investissements qui vont participer à la croissance sur le long-terme et permettre de refaire l'attractivité d'un territoire en finançant une politique industrielle ambitieuse par exemple. Pour les théoriciens de la croissance endogène que sont Robert Lucas, Robert Barro et Paul Romer, si l'Etat investit en capital public en finançant des infrastructures de réseaux par exemple, cela aura des effets externes positifs sur l'activité économique puisque des entreprises privées pourront intervenir dans la production de ces ouvrages ce qui va permettre de créer des emplois. De plus, l'attractivité du territoire s'en retrouvera renforcée ce qui est essentiel dans le contexte de mondialisation actuel. Par les prélèvements obligatoires, l'Etat peut également financer la recherche et développement qui est une activité où la France doit rattraper son retard sur les Etats-Unis puisque elle n'y consacre que 2,3% de son PIB contre les 3% dépensés au Japon et recommandés dans la stratégie de Lisbonne. La recherche et développement étant également source de compétitivité pour une économie. C'est dans ce but que l'Etat français a cherché à développer des pôles de compétitivité depuis 2004 et le gouvernement Raffarin avec Airbus à Toulouse ou Miralogue près de Grenoble. Le but de ces pôles est de constituer une synergie et de faire émerger une "culture industrielle" comme celle décrite par Alfred Marshall en 1919 dans les Districts industriels entre les différents acteurs territoriaux que sont les entreprises, les laboratoires et les universités. Le modèle à suivre étant celui de la Silicon Valley en Californie où de véritables "effets d'agglomération" ont permis la naissance de firmes nouvelles grâce à une forte diffusion du savoir selon Paul Krugman. L'Etat peut donc ici, par le biais des prélèvements obligatoires, mener une politique d'innovation ambitieuse qui sera bien entendue source de croissance car ces innovations sont au cœur des cycles économiques et du processus de "destruction créatrice" et des "déséquilibres dynamiques" décrit par Schumpeter en 1912.

Enfin, les prélèvements obligatoires peuvent également être source de croissance et de compétitivité car ils permettent à l'Etat d'intervenir quand le marché fait défaut. A. Smith évoquait déjà le "3^e devoir du souverain" lorsqu'il disait que l'Etat se devait de prendre en charge l'éducation des citoyens mais aussi de financer par l'impôt la production dans des secteurs où l'initiative privée était défaillante. Ainsi, par l'impôt, l'Etat peut financer des entreprises publiques qui vont produire là où la rentabilité étant trop faible, les entreprises privées ne peuvent pas pénétrer ce marché. Certains marchés comme les monopoles naturels ont des barrières à l'entrée si coûteuses qu'aucune entreprise privée ne peut y entrer. C'est par exemple le cas des industries de réseaux comme le gaz ou l'électricité. Selon les économistes du bien-être comme Pigou et Marshall, l'Etat doit y instaurer un monopole et financer une entreprise publique qui va pénétrer ce marché et bénéficier des rendements d'échelles croissantes et de la rente de monopole qui y est de mise. Cependant, le financement de telles entreprises doit passer par des prélèvements obligatoires élevés et nécessaires puisque ces réseaux sont indispensables pour permettre les flux de marchandises et d'informations aujourd'hui nécessaires à la croissance.

De plus, dans le cas où le marché fait défaut dans l'attribution des droits de propriété et qu'il y a donc des externalités, le coût social d'une activité diffère de son rendement, l'Etat peut intervenir pour rétablir l'optimum. En présence d'une externalité négative dans une situation dans laquelle une entreprise pollue une rivière à côté de laquelle elle produit et pollue la rivière dans laquelle pêche un autre agent, le coût social de l'activité de l'entreprise est supérieur à son coût privé. Pourtant, le marché ne voit pas reconnaître cette externalité et selon Pigou, c'est à l'Etat d'intervenir par une taxe, afin de ramener le coût privé au coût social et ainsi de faire respecter les règles du marché tout en incitant à avoir des comportements plus responsables. Cette taxe Pigou fait partie de la "fiscalité verte" qui permet aux Etats de financer des projets divers, généralement tournés vers le développement durable et qui ont pour but de responsabiliser les agents en offrant des contreparties fiscales aux agents vertueux ce qui aide donc à plus de compétitivité et à développer de nouveaux marchés liés à cette "green economy" qui sont des bassins d'emploi, eux aussi sources de croissance. La taxe Pigou a par exemple été appliquée par la taxe des émissions de gaz à effet de serre en Suède dès 1991 avec un prix progressif.

Code épreuve : 269

Nombre de pages :

Session : 2013

Épreuve de : Économie, Sociologie et Histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Aujourd'hui, la tonne de CO₂ coûte 108 € en Suède et cette mesure s'est montrée bénéfique pour l'environnement mais aussi pour la croissance.

Les prélèvements obligatoires et notamment les impôts sont une des manières de financer un système de protection sociale Beveridgien ou Bismarckien si le financement est réalisé par cotisation. Dans les deux cas, les prélèvements obligatoires permettent aux agents de travailler en s'assurant contre les risques de la vie ce qui permet inévitablement de gagner en productivité. Les prélèvements obligatoires sont le signe d'une économie développée, riche de ses institutions, décrites par Douglas North comme : "mises en place par les hommes afin de créer un ordre et réduire les incertitudes dans les échanges."

Pour conclure, nous pouvons dire que les prélèvements obligatoires perçus comme une ponction peuvent apparaître nuisible à la croissance et à l'attractivité d'un territoire et la compétitivité d'une économie. Cependant, si ne faut pas les envisager comme une perte car ils sont ensuite redistribués et judicieusement répartis, ils permettent d'amorcer un processus de croissance durable et plus stable que celle financée par les marchés, source d'instabilité. Ainsi, comme le préconisait James Gales, il faut trouver le bon niveau de prélèvements obligatoires assurant à la fois une répartition plus juste des revenus et préservant la compétitivité de l'économie.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

/

Code épreuve : 269

Nombre de pages :

Session : 2013

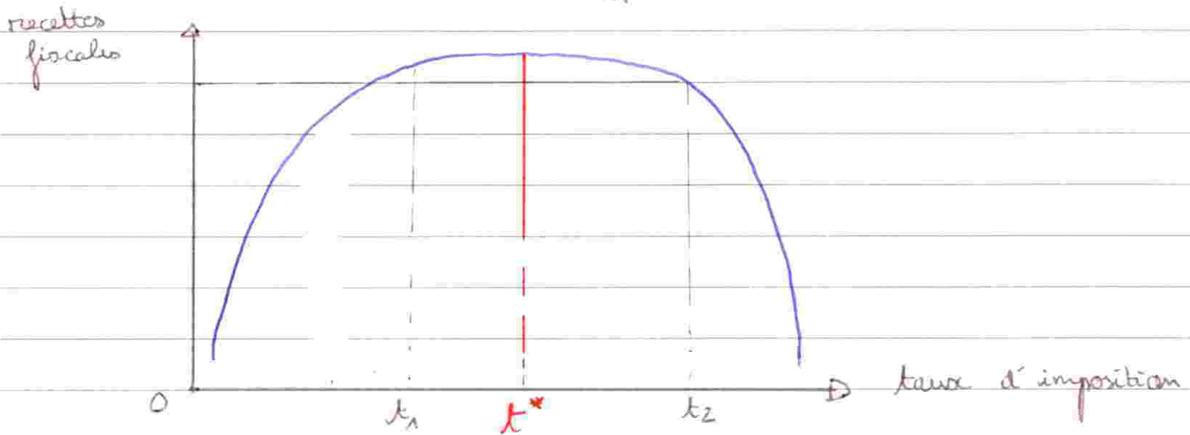
Épreuve de : Économie, Géologie et Histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Annexe 1 :

La courbe de Laffer



Laffer montre ici que jusqu'à un certain taux t^* , la hausse des taux d'imposition permet d'augmenter les recettes fiscales. Ensuite l'effet substitution l'emporte et l'économie globale subit donc cet effet dérivatif. Il dira : "trop d'impôt tue l'impôt" pour montrer qu'il est possible d'obtenir les mêmes recettes fiscales avec un taux d'imposition bien plus faible que t^2 .

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

/

